

Le panorama de presse par



À la Une...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- Ociat renforce son engagement en faveur de l'AFEST
- Accompagner les tuteurs pour mieux intégrer les alternants

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, APPROCHE CAPACITAIRE

- Changements systémiques et ruptures : repenser notre approche des compétences
- Un Conseil national pour les compétences : vraie avancée ou "comité Théodule" ?

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- Blocage des financements d'un CFA : la suspension doit cesser lorsque les anomalies disparaissent

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- Parcours professionnels : les vertus de la mobilité internationale

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

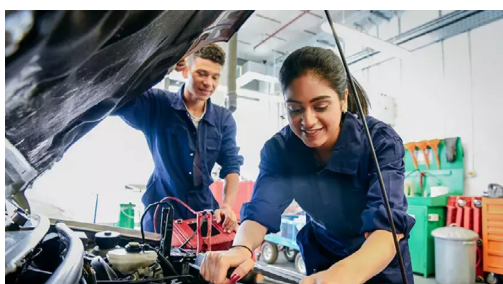
- Insertion : les écoles de la 2e chance sur une ligne de crête

Agenda

Les rendez-vous de l'apprentissage | Édition 2026

Mobiliser les recruteurs et les jeunes en faveur de l'apprentissage

Pour en savoir plus sur <https://travail-emploi.gouv.fr>



Sur la toile...



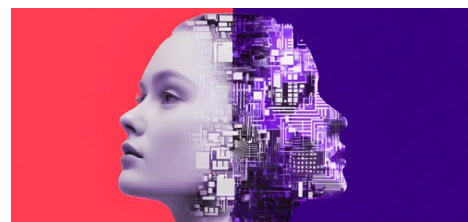
Accompagnement des lycéens professionnels vers l'emploi : évolution du dispositif AvenirPro .

Pour en savoir plus <https://travail-emploi.gouv.fr>



Portrait de l'enseignement agricole 2026.

Pour en savoir plus <https://agriculture.gouv.fr>



Former, enseigner et apprendre à l'ère des intelligences artificielles

Pour en savoir plus <https://www.cereq.fr>

Promotion d'actions de formation par un influenceur : mentions obligatoires

Un décret précise les mentions obligatoires à porter sur le support de promotion d'une action de formation financée sur fonds publics et mutualisés.

Consultation de l'[article du 08-04-2026 de Centre Inffo](#)

Niveaux de prise en charge : une réforme pour rééquilibrer le financement de l'apprentissage

Le 2 avril, France compétences a lancé une révision générale des niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage. Doté d'un budget de 7,3 milliards d'euros pour 2026, le système entre dans une nouvelle phase de régulation destinée à mieux aligner les financements sur les coûts réels dans un contexte de soutenabilité financière accrue.

Consultation de la [page consacrée à la présentation de la nouvelle procédure de révision des NPEC des contrats d'apprentissage](#)

Rapport d'activité 2025 de la médiation de France compétences

La Médiatrice de France compétences publie son 7e rapport d'activité. Le rapport annuel de médiation 2025 met en lumière les principales tendances observées dans le cadre des saisines relatives au PTP et au CEP. À travers l'analyse des situations rencontrées, il apporte un éclairage sur les difficultés que rencontrent les usagers dans leur reconversion professionnelle.

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

CPF : mention des frais d'examen dans le devis

À partir du 28 avril 2026, les organismes de formation devront préciser le montant des frais d'examen dans les devis relatifs à une action accessible sur la plateforme Mon compte formation.

Consultation de l'[article du 14-04-2026 de Centre Inffo](#)

Formateurs de terrain, un nouveau métier ? Le cas du champ de la formation professionnelle en Suisse

Trajectoires Humaines Transcontinentales n°21-2026, Paul-André Garesuss, Avril 2026

Dans le champ de la formation professionnelle, les politiques de professionnalisation ont un impact sur les objectifs et dispositifs de formation, ainsi que sur l'ensemble des acteurs du système.(...) Au travers de cette entrée spécifique, nous étudions comment ces professionnels s'adaptent et évoluent dans un contexte qui les soumet à des attentes fortes et parfois paradoxales.(...)

Consultation de la [page dédiée à cette étude](#)

Le contrôle de la formation se renforce puissamment

(Club du droit, Centre Inffo)

Régulation budgétaire, identités d'emprunt des agents de l'État, affichage des prestataires de formation tricheurs... L'arsenal de contrôle des fonds de la formation s'étoffe fortement, comme l'a analysé le "Club du droit" de Centre Inffo, le 14 avril 2026.

Consultation de l'[article du 17-04-2026 de Centre Inffo](#)

Ocapiat renforce son engagement en faveur de l'AFEST

Dans le cadre de l'EDEC PIC Alimentaire, le Groupe de Travail Technique Paritaire (GTTP EDEC PIC) composé des branches professionnelles du secteur alimentaire, de l'Etat (DGEFP) et d'Ocapiat a exprimé son souhait de développer l'AFEST et faciliter son appropriation par les TPE-PME. (...) [il] met au point un parcours de formation e-learning répondant à ces enjeux, (...) Le parcours "Devenir formateur AFEST" est conçu pour répondre aux enjeux de développement des compétences en entreprise. Cette formation gratuite, d'une durée de 3h30, s'adresse aux experts métiers des entreprises adhérentes Ocapiat, souhaitant transmettre leur savoir-faire en situation réelle, en accompagnant les apprenants dans leur environnement de travail. (...)

Consultation de l'[article du 10-04-2026 sur le site web d'Ocapiat](#)

Accompagner les tuteurs pour mieux intégrer les alternants

La formation des tuteurs et maîtres d'apprentissage constitue un levier essentiel pour renforcer l'accompagnement des jeunes lors de leurs premiers pas en entreprise et pour favoriser leur fidélisation. Ocapiat souhaite soutenir et renforcer l'intégration et l'accompagnement des alternants et apprentis et ainsi contribuer au développement des contrats d'apprentissage en accompagnant et formant les tuteurs et maîtres d'apprentissage. En proposant des contenus pédagogiques de qualité, variés et attractifs, ce parcours de formation permettra aux participants de développer et / ou renforcer les compétences nécessaires pour accompagner efficacement les apprentis et alternants dans leur parcours professionnel. (...)

Consultation de l'[article du 10-04-2026 sur le site web d'Ocapiat](#)

Solde de la taxe d'apprentissage : campagne de répartition 2026

La plateforme SOLTéA ouvrira la campagne 2026 de répartition du solde de la taxe d'apprentissage du 26 mai au 21 octobre 2026. Durant cette période, les employeurs pourront flécher leurs contributions vers les établissements de formation de leur choix, habilités à percevoir ce solde.

Consultation du [calendrier de la campagne de répartition 2026](#)

Cpf : obligation de renseigner les frais d'examen

À partir du 28 avril 2026, les organismes de formation devront indiquer le montant des frais d'examen dans les devis des formations accessibles sur Mon compte formation. Cette obligation s'applique, que les frais soient inclus dans le prix de la formation ou à la charge du futur stagiaire.

Consultation des nouvelles dispositions sur le site : <https://of.moncompteformation.gouv.fr>

Rapport annuel sur la mise en œuvre de la COP en 2025 Convention d'Objectifs et de Performance de France compétences - 2020-2025

France compétences, Avril 2026

Discuté au Comité de suivi de la COP de mars 2026 et présenté au Conseil d'administration du 2 avril 2026, ce rapport confirme l'atteinte des objectifs fixés pour 2025 et la poursuite d'une action de régulation déterminée, dans un contexte marqué par des enjeux accrus de soutenabilité financière du système de formation professionnelle et d'apprentissage

Consultation de la [page dédiée au rapport annuel 2025](#)

La formation professionnelle dans la fonction publique de l'État en 2024

Stats rapides / DGAFP n° 132, Avril 2026

Entre 2023 et 2024, le nombre de jours de formation professionnelle effectués par les personnels civils des ministères, hors Justice, augmente de 4 % (à champ constant). (...) Un agent de la fonction publique de l'État a suivi en moyenne 4,1 jours de formation professionnelle en 2024, dont 1,9 jour de formation statutaire et 2,2 jours de formation non statutaire. (...)

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)



Vient de paraître

Apprenants à distance, des publics oubliés ? Vers une ingénierie inclusive entre hybridation et médiations numériques

DMS. Distances et médiations des savoirs n°53, mars 2026.

[Consultation du sommaire interactif de la revue](#)



Textes officiels

Suppression du Haut-commissariat à l'enseignement et à la formation professionnels

Un décret du 8 avril supprime cette fonction à compter du 10 avril 2026.

[Consultation du décret du 8 avril 2026](#)

Création du Conseil national de l'orientation et de la formation professionnelles

Le décret n° 2026-258 du 8 avril 2026 met en place le Conseil national de l'orientation et de la formation professionnelles pour le développement des compétences.

[Consultation du décret n° 2026-258 du 8 avril 2026](#)



Replay

L'intelligence artificielle, un levier d'engagement dans la formation

L'intelligence artificielle peut être un outil puissant pour personnaliser les parcours mais elle ne peut pas remplacer la dimension collective de la formation.

[Consultation du replay du webinaire du 16-04-2026](#)

Orientations stratégiques : l'employeur doit aussi vous consulter sur la GPEC

Alors que c'est une obligation, les comités sociaux et économiques sont peu consultés sur les conséquences des choix stratégiques de l'entreprise sur ses emplois et ses compétences. Le cabinet de conseil Syndex a rappelé le droit et exposé des bonnes pratiques dans ce domaine, à l'occasion d'un webinaire.

[Consultation de la page de présentation du webinaire](#)

Changements systémiques et ruptures : repenser notre approche des compétences

Cese, Etude, mars 2026

Transition écologique, intelligence artificielle, vieillissement de la population active : confronté à ces mutations profondes, le monde du travail doit revoir sa manière d'appréhender les compétences. Dans cette étude, le Conseil économique social et environnemental (Cese) propose des solutions pour faire des compétences un atout face aux transitions, en identifiant les principaux leviers pour renforcer l'adaptation des individus et des entreprises.

Consultation de la [page de présentation des travaux de cette étude](#)

Plan d'investissement dans les compétences : une évaluation qui ouvre le débat public

Céreq Echanges, n° 28, Mars 2026

Dans un nouveau rapport collectif, le Céreq propose une lecture renouvelée du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Loin des jugements tranchés, les chercheurs mettent en lumière la complexité des trajectoires des publics et pointent les limites d'une approche centrée sur la seule employabilité individuelle.

Consultation de la [page dédiée au rapport](#)

Un Conseil national pour les compétences : vraie avancée ou "comité Théodule" ?

Pensé comme un espace de concertation stratégique, le Conseil national de l'orientation et de la formation professionnelles pour le développement des compétences voit enfin le jour. Mais derrière l'ambition de mieux piloter les compétences, des critiques émergent sur un risque de fragmentation des intérêts.

Consultation de l'[article du 20-04-2026 de Centre Inffo](#)

Compétences des représentants du personnel, avec qui on en parle ?

Les représentants du personnel occupent une place essentielle dans la vie des entreprises. Leur rôle, souvent exigeant et multidimensionnel, mobilise des compétences variées qui méritent aujourd'hui une reconnaissance à la hauteur de leur investissement. C'est dans cette perspective qu'Oasys Mobilité, en partenariat avec le média Miroir Social, a conduit une étude inédite visant à mieux cerner les compétences développées au fil d'un mandat de représentation du personnel. (...)

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)



Vient de paraître

Les Acteurs de la Compétence. Rapport d'activité 2025

Les Acteurs de la Compétence, avril 2026.

[Consultation de la page consacrée au rapport](#)

L'intelligence artificielle au travail

Automatisation, collaboration humain-machine, microtravail, enjeux RH... les systèmes d'intelligence artificielle (IA) transforment en profondeur les activités et environnements professionnels. Cette révolution réorganise les tâches, reconfigure les pratiques, redéfinit les compétences, recompose les collectifs de travail. Loin des discours technophiles ou alarmistes, l'ouvrage met en lumière la diversité et la complexité des effets réels de l'IA sur l'emploi, les organisations et les conditions de travail.

Consultation du [sommaire interactif de l'ouvrage](#)

Blocage des financements d'un CFA : la suspension doit cesser lorsque les anomalies disparaissent

Un opérateur de compétences peut-il maintenir la suspension du financement de contrats d'apprentissage alors que les irrégularités constatées lors d'un contrôle ont été corrigées ? C'est la question qui était posée aux juges du Tribunal judiciaire de Paris le 25 novembre 2025.

Consultation de l'[article du 07-04-2026 de Centre Inffo](#)

L'IA se déploie dans les territoires

Demains. Les cahiers de l'Opco EP n° 3, Mars 2026

Véritable levier de transformation pour les entreprises de proximité, l'IA doit être mieux comprise et utilisée. C'est pour répondre à cet enjeu qu'Opco EP, avec le soutien de la DREETS Occitanie, déploie une action régionale inscrite dans le cadre d'un EDEC (engagement de développement de l'emploi et des compétences).

Consultation de la [page de présentation de l'article](#)

Le pilotage de l'offre de formation dans les universités : stratégie, outils, régulation, n° 24-25 020B – octobre 2025

Rapport n° 24-25 020B, IGESR - Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, avril 2026

Ce rapport, daté d'octobre 2025 et publié le 27 avril 2026 analyse la manière dont les universités conçoivent, organisent et régulent leur offre de formation dans un contexte de transformation du système d'enseignement supérieur. Il a été élaboré pour répondre à plusieurs enjeux majeurs : (...)

Consultation de la [page dédiée au rapport n° 24-25 020 B](#)

Certifications, qualifications

Diplômes, qualifications, Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

France compétences : enregistrement de certifications professionnelles aux répertoires nationaux

Les nouvelles décisions d'enregistrement des certifications par France compétences au RNCP et au répertoire spécifique (RS).

Consultation de [l'article du 02-04-2026 de Centre Inffo](#)

Décryptage du Vademecum de France compétences : les enjeux pour les certificateurs

Le nouveau vademecum de France Compétences pour l'enregistrement des certifications au RNCP et au RS élève encore le niveau d'exigence en matière de qualité et de preuves. Le 23 avril de 11h30 à 12h30, nous vous présenterons dans un webinar les nouvelles obligations qui en découlent.

Consultation du [programme du webinar \(replay à suivre\)](#)



Textes officiels

Note d'information portant sur les modalités d'application des dispositions réglementaires relatives à la validation des acquis de l'expérience

DGEFP, 23 mars 2026

Le 23 mars 2026, la DGEFP a publié une note d'information relative à la VAE, précisant les modalités d'application des dispositions réglementaires en vigueur.

[Téléchargement de la note d'information](#)



Replay

Certification professionnelle : les fondamentaux et les enjeux de la procédure d'enregistrement

Webinaire du 26-03-2026, France compétences

France compétences a débuté un cycle de webinaires consacré à la création et à l'enregistrement d'une certification professionnelle aux répertoires nationaux. Le premier épisode, qui avait lieu le 26 mars, a balayé les grands principes à maîtriser et les principales erreurs à éviter.

[Consultation de la page de présentation du webinaire](#)

Mobilité nationale et internationale

Parcours professionnels : les vertus de la mobilité internationale

La gazette des communes, des départements, des régions n° 15/ 2811, Avril 2026

Depuis 2024, un nouveau programme a vu le jour autour de la mobilité internationale pour les agents territoriaux. Son point de départ est un appel à projets, initialement lancé pour l'Ukraine, avec l'appui du député Frédéric Petit. Si le projet n'a pas pris corps à destination de l'Europe de l'Est, "il a révélé une appétence des territoriaux(...)"

Consultation de la [page de présentation de la revue \(article payant\)](#)

Zoom sur les stratégies internationales développées par les établissements grâce à Erasmus+

Erasmus+ est bien plus qu'un programme de mobilité : c'est un levier stratégique pour les établissements, qui vise à transmettre des savoirs, développer des compétences et former des esprits ouverts aux défis contemporains, et ce bien au-delà des frontières européennes. En soutenant la coopération, l'innovation et l'inclusion, Erasmus+ contribue à renforcer les liens avec les partenaires internationaux de nos organismes et établissements européens et à bâtir un vaste espace de l'éducation plus démocratique, attractif et connecté.

Consultation de l'[article du 24-04-2026 sur le site web de l'agence Erasmus+](#)



Replay

Jean-Pierre Farandou annonce le lancement d'une "stratégie jeunes" en mai

Devant les sénateurs, le ministre du Travail a défendu une feuille de route sous contrainte, entre économies budgétaires, ajustements de l'apprentissage et volonté d'accélérer l'accès des jeunes à l'emploi. Il s'apprête à déployer une "stratégie jeunes" avec un accent particulier sur l'orientation.

[Replay de l'intervention du ministre du Travail au Sénat](#)

Dispositifs spécifiques

Illettrisme, handicap, inclusion, égalité des chances

Insertion : les écoles de la 2e chance sur une ligne de crête

Plus de jeunes accompagnés en 2025 que l'année précédente, des taux de sorties positives qui restent stables mais des financements qui, eux, baissent, en particulier ceux provenant des régions. Lors de sa présentation de résultats, le 31 mars, le réseau des écoles de la 2e chance (EDC) a affiché son volontarisme en matière d'insertion des jeunes éloignés de l'emploi en dépit d'un contexte budgétaire localement complexe.

Consultation de la [page dédiée à la conférence de presse annuelle du Réseau E2C France](#)

Convention de coopération entre le ministère de l'Education nationale et le Medef

Manque de modèles, stéréotypes persistants, méconnaissance des métiers : les freins à l'orientation des filles vers les sciences restent nombreux. Pourtant, les besoins en compétences scientifiques sont importants. Le Medef (Mouvement des entreprises de France) a organisé des tables rondes sur la féminisation des métiers scientifiques, mardi 14 avril 2026.

Consultation de l'[article du 14-04-2026 du Medef](#)

Égalité entre les filles et les garçons dans l'enseignement agricole

Déclarée "Grande cause du quinquennat" par le président de la République, l'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu fort de société. L'enseignement agricole est fortement engagé dans la lutte contre les stéréotypes sexués. Dans la continuité du plan ministériel pour favoriser la place des femmes en agriculture (Février 2026), la DGER lance une grande feuille de route intitulée "L'égalité entre les filles et les garçons dans l'enseignement agricole". Cette feuille de route qui se décline en 4 axes regroupe 15 grandes mesures et 44 actions.

Consultation de la [page de présentation de cette feuille de route](#)



Vient de paraître

Former les moins qualifiés

Les constats ambivalents du PIC

Education Permanente n° 246, 1^{er} trimestre 2026

[Consultation de la page de présentation de la revue](#)

POUR iNFO

Le panorama de veille d'Eduter Ingénierie

04-2026

L'Institut Agro Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean

BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Avril 2026

Pour consulter nos anciens numéros



<https://chlorofil.fr/id>

Prochain numéro : 29-05-2026